

Communiqué de presse soutenu par les partis politiques et les organisations figurant à la fin du communiqué.

contacts:

Sylvain Thévoz, député PS, premier signataire de la M-2996 : 078 629 85 15;

Tobia Schnebli, membre du comité du CUP-Genève : 076 392 32 42;

## **Gaza, Palestine, Liban, qu'attend Genève pour agir ?**

Alors qu'un cessez-le-feu global et l'aide humanitaire et médicale restent les priorités absolues pour arrêter les massacres de dizaines de milliers de civils, les souffrances et les déplacements de millions de personnes ainsi que les destructions à grande échelle des infrastructures nécessaires à la survie de la population à Gaza, en Palestine occupée et au Liban, les organisations et les partis politiques soussigné.e.s **demandent au Conseil d'État pour quelles raisons il n'a pas encore donné une suite à la Motion M-2996 "Gaza: Genève peut, Genève doit agir"**.

Cette motion a pourtant été **adoptée en urgence le 1er mars 2024 par une très confortable majorité du Grand Conseil genevois** (57 Oui, 12 Non et 18 abstentions) et n'a toujours pas été suivie d'effets, alors que l'Art. 148 de la loi portant règlement du Grand Conseil donne 6 mois de temps au Conseil d'État pour donner une suite à une motion adoptée;

Pour l'instant la seule réponse dont nous disposons au sujet du traitement de la M-2996 est une information donnée au député premier signataire de la motion le 24/09/24 par une collaboratrice du Département des Finances: "*La DAI (Direction des affaires internationales), en charge de ce dossier, est justement en train de rédiger une réponse qui sera prochainement soumise au Conseil d'État pour examen. (...)*".

Notre demande est appuyée par les mouvements de la solidarité et de la société civile genevoise et par des représentant.e.s des partis politiques genevois qui ont soutenu la M-2996 en manifestant à deux reprises, avant les séances du Grand Conseil du 30 mai et du 29 août, afin que le Conseil d'État reprenne les actions demandées dans la M-2996. En annexe vous trouvez l'appel rédigé six mois après l'adoption de la M-2996 et signé par une septantaine de personnalités de la politique, de la culture et de la société civile genevoises demandant au Conseil d'État d'agir enfin comme le demande la M-2996.

Les partis politiques et les organisations de la société civile suivant.e.s soutiennent ce communiqué :

*Parti Socialiste genevois, Ensemble à Gauche (solidaritéS, DAL, Parti du Travail), Les Vert.e.s genevois.es, Union Populaire, Collectif Urgence Palestine Genève, Marad Collectif juif décolonial, Parrainages d'enfants de Palestine, BDS Genève, Change for Palestine,*

### **Annexes:**

- M-2996 adoptée

- Appel 70 personnalités

# Motion 2996

## Gaza : Genève peut, Genève doit agir

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- le fait que la catastrophe humanitaire s’aggrave de jour en jour pour les Palestiniennes et Palestiniens de Gaza, avec près de deux millions de personnes déplacées de force ;
- le fait que des centaines de milliers de personnes risquent, ces prochaines semaines, de mourir faute de soins médicaux, par épidémie, malnutrition et manque d’eau ;
- le fait que les appels de détresse pour protéger la population civile de Gaza lancés sans cesse par les instances internationales et onusiennes (CICR, Cour internationale de justice, UNRWA, OMS, PAM, UNICEF, OCHA) pour arrêter la guerre, prévenir le crime de génocide et acheminer l’aide humanitaire et médicale massive et urgente demeurent pour le moment sans effets tangibles sur le terrain ;
- le fait que la République et canton de Genève a la compétence d’interpeller, comme le gouvernement jurassien l’a fait, les autorités de la Confédération, afin que la Suisse respecte ses obligations de haute partie contractante notamment à la quatrième Convention de Genève (protection des civils en situation de conflit armé et d’occupation) et agisse pour un cessez-le-feu immédiat et pour faire cesser la catastrophe humanitaire en cours ;
- le fait que la République et canton de Genève a la compétence et un devoir historique et moral de mettre à disposition d’importants moyens, y compris financiers, pour contribuer à sauver les vies des victimes civiles palestiniennes, soit par l’acheminement urgent et massif de l’aide humanitaire à Gaza, soit avec le traitement médical à Genève des personnes blessées ;
- la proposition de résolution du 15 novembre 2023 « *Cessez-le-feu ! Pour la protection des civils et le respect du droit humanitaire en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés* » adoptée par le Grand Conseil le 16 novembre 2023<sup>1</sup>,

---

<sup>1</sup> <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/R01026.pdf>

invite le Conseil d'Etat

- à intervenir auprès de la Confédération pour que la Suisse agisse avec tous les moyens politiques, diplomatiques, économiques et humanitaires à sa disposition afin de :
  - favoriser un cessez-le-feu immédiat ;
  - déployer toute autre mesure contribuant à prévenir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité de ce conflit armé ;
  - œuvrer à la libération de toutes et tous les otages de ce terrible conflit ;
- à prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer, si possible en collaboration avec la Confédération, à l'acheminement urgent et massif d'aide humanitaire et médicale à Gaza ;
- à contribuer et à faciliter toutes les démarches administratives, logistiques, financières et médicales pour l'accueil et le traitement dans des hôpitaux genevois et suisses des victimes de la guerre à Gaza et de leurs accompagnantes et accompagnants.

Après six mois de l'adoption par le Grand Conseil de la Motion M-2996 "Gaza: Genève peut, Genève doit agir" (v. annexe), le Conseil d'État devrait transmettre son rapport sur cette motion au Grand Conseil avant le 1er septembre. Le Grand Conseil pourra prendre acte de ce rapport ou demander un complément s'il estime que le rapport est "incomplet" (LRGC Art. 148 al. 3).

Pour inciter le Conseil d'État à reprendre les demandes de la M-2996, le Collectif Urgence Palestine lance l'appel ici dessous.

Merci de nous aider à récolter des **soutiens de personnes** des mondes politique, de la culture et autres milieux concernés à Genève, afin de pouvoir diffuser publiquement cet appel en début de la semaine prochaine.

Merci de **transmettre les Noms, Prénoms, noms et qualités/fonctions** des personnes d'accord de signer l'appel [avant samedi 24 août à midi à tobias@gsoa.ch](mailto:tobia@gsoa.ch)

## **Appel au Conseil d'État genevois**

### **Face aux crimes contre l'humanité et au génocide en cours à Gaza, Genève peut, Genève doit agir !**

Le 1er mars 2024, le Grand Conseil genevois votait avec une confortable majorité (57 oui, 12 non et 18 abstentions) la motion M-2996 "Gaza: Genève peut, Genève doit agir" invitant le Conseil d'État à intervenir auprès de la Confédération pour que la Suisse agisse avec tous les moyens politiques, diplomatiques, économiques et humanitaires à sa disposition afin de:

- Favoriser un cessez-le-feu immédiat, prévenir les crimes de guerre et contre l'humanité en cours et œuvrer pour la libération de tous les otages;
- prendre des mesures pour acheminer de manière urgente et massive l'aide humanitaire et médicale à Gaza;
- participer activement à l'accueil et au traitement médical à Genève et en Suisse de personnes blessées à Gaza ;

À bientôt 6 mois de l'adoption de cette motion, nous sommes consterné.e.s du silence et de l'inaction du Conseil d'État, et profondément choqué.e.s de la reprise tacite par Genève de la politique de soutien unilatéral et complice des autorités fédérales avec ceux qui mènent la guerre génocidaire en cours.

Cette politique d'inaction et de silence complices déshonorent et portent une atteinte grave au rôle et à la réputation de la Genève internationale, capitale des droits humains, berceau du CICR et du Droit international humanitaire!

**Nous demandons au Conseil d'État d'assumer ses responsabilités. Face au drame absolu et sans fin pour la population de Gaza, Genève peut, Genève doit agir !**

Signataires (état au 28/08/24): Jean **Ziegler**, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Erica **Deuber-Ziegler**, historienne de l'art, **Nils de Dardel** avocat, anc. Conseiller national, Philippe **de Rougemont** député Les Vert.e.s, Sylvain **Thévoz** député PS, Hervé **Loichemol** metteur-en-scène, Olivier **Peter**, avocat, Nicolas **Wadimoff**, réalisateur, Anne **Nally**, Daniel **de Roulet** écrivain, Maryelle **Budry**, Conseillère municipale SOL/EàG, Olivier **Baud**, anc. député, Marie-Pierre **Maystre**, Françoise **Borel**, Ursula **Viala-Ruttimann**, pianiste, Ursula **Petzold**, retraitée, Florestan **Darbellay**, violoncelliste, Albert **Anor**, syndicaliste, Stéphanie **Prezioso**, anc. Conseillère nationale, Jean **Batou**, Professeur honoraire, anc. député, Pierre-Alain **Courvoisier**, retraité, Wendy **Ghysels**, violoniste, François

**James**, violoniste , Elisabeth **Conne-Perréard**, retraitée, Bernard **Conne**, retraité, Dominique **Ziegler**, auteur metteur en scène, Brigitte **Studer**, Conseillère municipale SOL/EàG, Caroline **Rosenberg**, Marad collectif juif décolonial, Christine **Thomas** et Xavier **Parés**, professeurs de piano retraités, Jocelyne **Haller**, solidaritéS/EàG, Tobia **Schnebli**, Parti du Travail/EàG, Christian **Zaugg** Conseiller municipal DAL/EàG, Madeleine **Piguet Raykov**, comédienne, danseuse, metteure-en-scène, Anne **Durand**, comédienne, Claude **Darbellay**, musicien, Michèle **Courvoisier**, musicienne, Fabienne **Althaus**, créatrice du Roman des Romands, Pierre **Epiney** retraité, Chiara **Banchini**, violoniste, Françoise **Courvoisier**, metteure en scène, comédienne, directrice de théâtre, Eric **Eigenmann**, professeur, Marie-Claire **Eigenmann**, logopédiste, Nicolas **Walder**, Conseiller national, Lisa **Mazzone**, présidente Les Vert.e.s suisses, Carlo **Sommaruga**, conseiller aux États, André-Marc **Huwiler**, luthier, **Madeleine Frantzen**, enseignante, Bernard **van Baalen**, pasteur, Laurence **Heger Waswo**, François **Guye** musicien, Laurence **Fehlmann-Rielle**, Conseillère nationale, Léonard **Ferati**, député PS, Charlotte **Filou**, comédienne, Ayesha **Hussein**, enseignante, Flore **Ghetti**, Change for Palestine, Nora **El-Abshihy**, Change for Palestine, Sonya **Spyczak-Özkeklik**, Change for Palestine, Asma **Lghazaoui**, Change for Palestine, Ataa **Dabour**, Change for Palestine, Michèle **Schärer**, retraitée, Alia **Chaker-Mangeat**, députée Le Centre, Sophie **Bobillier** députée Les Vert.e.s, Manuela **Baud**, Collectif Urgence Palestine (CUP), Catherine **Hess**, CUP, Dorothée **Moos Cartier**, CUP, Salah **Eddine** CUP, Céline **Brun** CUP, Astrid **Astolfi** (CUP), ...

,

...